

L'Europe veut tourner le dos au gaz venu de Russie

Objectif : se délivrer de la dépendance au gaz russe « bien avant 2030 ». La Commission présente son plan de bataille : diversification, renouvelables, économies d'énergie.

MICHEL DE MUELENAERE

À la fin de l'année, nous serons en mesure de remplacer 100 milliards de m³ de gaz provenant de Russie, soit deux tiers de nos importations. Cela mettra fin à notre dépendance excessive et nous donnera une marge de manœuvre bienvenue. Pour le vice-président de la Commission, Frans Timmermans, la voie est tracée. L'Europe tourne le dos à Moscou pour ses importations de gaz et veut s'en libérer « bien avant 2030 ». La liste de propositions présentée mardi à Strasbourg s'appelle « Repower Europe », littéralement redynamiser l'Eu-

rope. Il s'agit, a dit le Néerlandais, de faire face à « un problème de sécurité » ; la réponse se trouve dans les énergies renouvelables et dans la diversification des sources d'approvisionnement. « Les renouvelables sont une source propre, bon marché, sûre et qui nous appartient. Au lieu de financer des importations de combustibles fossiles et des oligarques, nous créerons des emplois chez nous. »

Treize jours après le début de l'invasion de l'Ukraine, la Commission propose d'accélérer et d'intensifier une série de mesures déjà contenues dans son « Pacte vert » (Green Deal). Pas facile : l'Union est dépendante à 40 % du gaz russe et à 27 % du pétrole de son belliqueux fournisseur.

Priorité n° 1, passer l'hiver et s'armer pour le prochain. Les stocks actuels – un peu en dessous de 30 % – sont « suffisants pour les dernières semaines de l'hiver », assure la commissaire chargée de l'Énergie, Kadri Simson. Mais pour l'hiver 2022-2023 : « Nous devons reconstituer nos réserves de toute urgence », alerte Simson. La Commission propose que chaque année au début octobre, les capacités de stockage européennes soient remplies à au moins 90 %. Vu le niveau différent d'exposition aux importations de gaz russe (de 100 % en République tchèque à 6 % en Bel-

gique), l'exécutif européen proposera un mécanisme de solidarité entre les États membres.

D'autres fournisseurs

La Commission propose aussi de se tourner vers d'autres fournisseurs de gaz par gazoduc (en provenance notamment d'Azerbaïdjan, de Norvège et d'Algérie) et par terminaux gaziers où l'on pourrait importer du gaz liquide et le regazéifier. L'Europe qui n'a jamais importé autant de gaz naturel liquéfié (GNL) pourrait ainsi solliciter les États-Unis, le Qatar, l'Égypte et l'Afrique de l'Ouest... L'Union, dit la Commission, a le potentiel d'importer 50 milliards de m³ de GNL d'ici la fin de l'année et 10 milliards par gazoduc. A plus long terme, il s'agit de développer la production et l'importation de biométhane (un doublement des quantités produites à partir de déchets agricoles et de résidus organiques) et d'hydrogène. La Commission annonce qu'elle soutiendra « le développement d'une infrastructure intégrée du gaz et de l'hydrogène, d'installations de stockage de l'hydrogène et d'infrastructures portuaires adaptées à l'hydrogène », de même que « des projets pilotes sur la production et le transport d'hydrogène renouvelable » avec des pays méditerranéens.

Les renouvelables sont une source propre, bon marché, sûre et qui nous appartient. Au lieu de financer des importations de combustibles fossiles et des oligarques, nous créerons des emplois chez nous

Frans Timmermans

vice-président de la Commission

”

La Commission avait déjà proposé un doublement des capacités photovoltaïques et éoliennes de l'Union d'ici 2025 et un triplement d'ici 2030. Elle veut aller encore plus loin. « En juin, nous présenterons des propositions pour développer le potentiel solaire », a encore annoncé Timmermans. On veut aussi assurer un « déploiement accéléré » des pompes à chaleur. La Commission est moins explicite sur la réduction de la consommation. Elle évoque un renforcement de l'efficacité énergétique dans les bâtiments et dans l'industrie et une augmentation du recours à l'électrification. Selon elle, une diminution du chauffage d'un degré dans tous les bâtiments permettrait d'économiser 10 milliards de m³ de gaz dans toute l'Europe.

Alors que les mesures du Pacte vert permettaient déjà d'économiser 100 milliards de m³ de gaz en 2030 (30 % de la consommation), les nouvelles propositions feraient passer l'économie à un total de 155 milliards de m³.

La feuille de route devrait être discutée par les chefs d'État et de gouvernement des Vingt-Sept qui se réuniront en sommet à Versailles, jeudi et vendredi. Les leaders européens évoqueront la fin de la « dépendance aux importations de gaz, pétrole et charbon russes ». Mais ils s'y engageront sans préciser d'échéance.

Plus de 130 militaires belges sont partis en Roumanie

Le Premier ministre Alexander De Croo et la ministre de la Défense Ludivine Dedonder sont venus saluer les plus de 130 militaires belges qui se sont envolés mardi matin pour la Roumanie depuis l'aéroport militaire de Melsbroek. La plupart des militaires font partie du bataillon 1^{er}/3^e Lanciers de Marche-en-Famenne. Un détachement de la composante médicale, des artilleurs et du génie sont également du voyage. « Après cette année de préparation et cette semaine de préparatifs des bagages pour le départ, on est contents de se lancer. On s'est préparé

psychologiquement et le moral est bon », a expliqué le sergent Melik, du 4^e bataillon Génie d'Amay, juste avant de quitter le sol belge pour la Roumanie.

Sur place, les tâches ne sont pas encore tout à fait définies. « Le principe sera de faire du "show de force", c'est-à-dire de montrer notre présence aux frontières pour rassurer d'une part, et dissuader d'autre part. Mais pour notre travail au jour le jour, nous ne disposons pas encore de toutes les informations. On a une fourchette de temps – une limite courte et une limite longue à laquelle nous sommes préparés –, mais pas de date de retour », a précisé le sergent. Selon la ministre de la Défense Ludivine Dedonder, la mission devrait durer de trois à six mois, mais pourrait évoluer en fonction de la situation.



© REUTERS.

BELGA

La guerre n'efface pas la Journée du droit des femmes



© AFP

Otan Les Baltes demandent de renforcer leur défense

PHILIPPE REGNIER

Les pays baltes ont besoin d'être rassurés. Tallinn, Riga et Vilnius observent la concrétisation de leurs sombres prédictions : oui, malgré les doutes de leurs partenaires européens prompts à cultiver les vertus du « dialogue » avec le Kremlin, Vladimir Poutine était bel et bien capable de lancer ses armées à l'attaque d'un voisin. Cela inquiète forcément, quand on partage une frontière avec la Russie, comme l'Estonie et la Lettonie, ou, comme la Lituanie, avec la Biélorussie où sont désormais basées des forces russes.

C'est dans ce contexte que l'Otan, dont les Baltes font partie depuis 2004, a multiplié mardi les démonstrations de force. Le secrétaire général de l'Alliance atlantique Stoltenberg était en Lettonie, rejoint sur une base aérienne par le président du pays et les Premiers ministres canadien et espagnol. Ottawa et Madrid ont renforcé leur présence militaire en Lettonie, histoire de mettre de la chair

sur le fameux article 5 de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord : un engagement selon lequel tous les Alliés se porteront au secours de chacun d'entre eux, en cas d'attaque.

L'Otan a déployé des « groupements tactiques » multinationaux dans les trois pays baltes et en Pologne dans la foulée de l'annexion par la Russie de la Crimée ukrainienne, en 2014. Mais aujourd'hui, les Baltes réclament davantage de mesures : « La Russie est un pays agressif », martèle le président letton Levits.

La passe de Suwalki

Le Premier ministre Karins veut cependant croire que son « relativement petit pays » est « invincible », puisqu'il est couvert « par la plus puissante alliance militaire au monde ». « Nous ferons tout ce qu'il faut pour défendre les Alliés », s'engage Stoltenberg. Outre l'important renforcement de la présence des forces de l'Otan déjà en cours, y compris américaines, des mesures à long terme seront décidées dans les semaines et mois à ve-

nir.

« Nous sommes dans cette situation pour le long terme », avertit Kaja Kallas, la Première ministre estonienne, qui accueille pour sa part le secrétaire d'État US Antony Blinken. Le chef de la diplomatie des États-Unis achève une tournée dans les trois pays baltes, après la Pologne et des réunions à l'Otan et à l'UE, vendredi dernier à Bruxelles. « L'Otan doit s'adapter rapidement (...) pour une stratégie renforcée de la défense de la région », plaide Kallas. « Cela veut dire un renforcement permanent de notre défense aérienne, terrestre et maritime. » Jusqu'ici, les « groupements tactiques » sont déployés sur une base rotative. De la dissuasion, il faut passer en mode défense, exhorte Kallas.

Le discours est identique à Vilnius et à Tallinn. « Nous ne nous faisons plus d'illusions sur la Russie de Poutine », soulignait lundi le ministre letton Rinkevics, en recevant Blinken. « Nous apprenons aussi de ce qui se passe en Ukraine. Nous devons renforcer notre

défense aérienne, notre défense côtière, la cyberdéfense. »

Les Baltes ont sérieusement contribué ces dernières semaines à armer la résistance ukrainienne, parfois en se défaisant d'armes US, avec l'aval de Washington – ce qui n'a pas échappé au Kremlin, qui se répand en rhétorique anti-baltes, tandis que la Biélorussie vasalisée par Moscou lorgne l'accès à la mer Baltique. « Poutine est maintenant dans une sorte d'humeur belliqueuse agressive et malheureusement, il est probable que cette agression se poursuivra dans d'autres pays », redoute le commissaire européen au Commerce, le Letton Domitrovskis dans un entretien à Politico, en nommant spécifiquement les Baltes. Depuis longtemps, le déploiement de forces dans l'enclave russe de Kaliningrad hante les Baltes. Avec le spectre d'être coupés du reste de l'Alliance si la Russie prenait le contrôle de la « passe de Suwalki », à la frontière polono-lituanienne, entre Kaliningrad et la Biélorussie.

La guerre et les souffrances qu'elle engendre n'ont pas fait oublier la date du 8 mars à Sergei, citoyen ukrainien : il n'a pas manqué d'offrir, pour l'occasion, une rose blanche à sa compagne, infirmière dans un hôpital de Mykolaiv, non loin d'Odessa, cible potentielle des forces russes.